

85 ans des barricades de Barcelone

L'extrait suivant à propos des événements de mai 37 nous donne une analyse fine de l'essence même de l'anarchisme, révélée à l'épreuve des faits. Celui-ci est tiré de l'ouvrage de Grandizo Munis, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*¹.

Manuel Fernandez Grandizo y Martinez, plus connu sous le nom de Grandizo Munis, né le 18 avril 1912 à Torréon (Mexique), mort le 4 février 1989 à Paris ; de nationalité espagnole, joua un rôle international dans l'Opposition de gauche trotskiste, en Espagne, au Mexique et en France, de 1934 à 1948 ; animateur d'un groupe d'ultragauche (Fomento Obrero Revolucionario²), depuis les années cinquante jusqu'à sa mort, en France comme en Espagne.

Au début de 1936, Munis se trouvait au Mexique. Dès l'annonce des événements révolutionnaires de juillet, il s'embarqua par le premier bateau chargé d'armes pour l'Espagne, qui arriva à Cartagena à la fin d'octobre³. Avec ses camarades, il participa aux combats des milices socialistes sur le front de Madrid. En novembre, Munis avec ses camarades fonda une nouvelle organisation : la Section bolchevik-léniniste d'Espagne.

Lors des événements de mai 37, le groupe Munis/Péret⁴ fut le seul, avec « Los amigos de Durruti »⁵, à lancer des tracts proposant la poursuite de la lutte contre le gouvernement républicain socialo-stalinien.

La chute du gouvernement Caballero et la mainmise totale de l'appareil stalinien signifèrent la mise hors-la-loi non seulement du POUM mais aussi des trotskistes. Munis avec la majorité de ses camarades fut emprisonné en février 1938. Ils étaient accusés dans la tradition des procès de Moscou de sabotage et d'espionnage au profit de Franco, et de tentative d'assassinat de Negrin, Prieto⁶, la Pasionaria, Diaz⁷, etc.

Munis fut incarcéré dans la forteresse de Montjuic⁸, dans le quartier des condamnés à mort, et réussit à s'évader au dernier moment, alors qu'un ordre avait été donné d'exécuter tous les prisonniers politiques révolutionnaires avant la chute de Madrid⁹...

Leçons d'une défaite, promesse de victoire

Depuis qu'il y a des révolutions dans l'histoire, on les combat par la persécution, l'assassinat, l'extermination de ses représentants, la calomnie, et cætera et cætera. Quantitativement, les méthodes employées varient selon l'intensité de la révolution et les nécessités de la contre-révolution ; qualitativement elles restent les mêmes à toutes les époques. C'est une vérité définitivement acquise par le mouvement révolutionnaire moderne. Il s'agit seulement de l'affiner à chaque moment, en distinguant un à un chaque élément de la contre-révolution, à laquelle se joignent fréquemment des partis antérieurement révolutionnaires. La contre-révolution puise ses forces – il ne peut en être autrement – dans le système capitaliste, mais à notre époque, le mécanisme contre-révolutionnaire utilise, de plus en plus souvent, des éléments issus du mouvement ouvrier lui-même. Sans leur collaboration, le capitalisme aurait succombé depuis des décennies. L'Espagne en est, assurément, la preuve la plus éclatante. Les éléments auxiliaires de la contre-révolution à l'intérieur du mouvement ouvrier apparurent aux yeux de tous pendant la guerre civile, durant laquelle ils jouèrent un rôle central.

Ce fut précisément en mai 1937 que la contre-révolution, ayant balisé le terrain, jugea venu le moment de passer de l'offensive verbale à l'offensive armée, de se jeter contre la révolution, de la désarticuler, de l'obliger à reculer, de l'anéantir. C'est alors que tous les masques furent arrachés par la violence même du choc. Les dirigeants et les organisations ouvrières se retrouvèrent nus en plein rue, les uns dévoilant leur essence réactionnaire, les autres leurs tares petites-bourgeoises, d'autres encore leurs indécisions et leurs incapacités, enfin, un petit nombre, leur rigueur révolutionnaire. La ligne de séparation entre le capitalisme et le socialisme, généralement peu visible dans les moments de calme, apparut alors nettement ; elle s'insinua entre les partis au point de les marquer définitivement comme partis réactionnaires dans la personne de leurs dirigeants. Les leaders ouvriers « communistes » et « socialistes », quelques anarchistes aussi se retrouvèrent contraints de faire des pieds et des mains pour que le capitalisme mondial prît bien note qu'ils étaient du côté de la contre-révolution. Les journées de mai 1937 remirent chacun à sa véritable place. À lui seul, ce résultat valait la lutte, à condition que les leçons de cette défaite soient comprises.

Dans sa seconde étape, la dualité des pouvoirs s'était développée en faveur du capitalisme, dont l'État, s'appuyant sur les fusils et les mitrailleuses russes, s'appliquait à rétablir « l'ordre ». Mais les éléments du pouvoir ouvrier résistaient et ne résignaient pas à se laisser dissoudre pacifiquement malgré les pressions exercées, y compris par la direction des organisations les plus radicales. La réaction stalino-capitaliste cherchait continuellement des prétextes pour s'attaquer à la révolution. Fin avril, le conseil régional de l'Ordre public, voulant appliquer l'accord de la *Generalitat* évoqué au chapitre précédent¹⁰, interdit aux Patrouilles de vigilance de circuler et d'exercer leurs fonctions. Les travailleurs en armes qui les constituaient se placèrent à des endroits stratégiques et désarmèrent 250 gardes envoyés pour les remplacer. À la même époque, la *Generalitat* envoya des légions de carabiniers¹¹ à la frontière avec la France pour remplacer les comités ouvriers qui la contrôlaient depuis juillet. La majorité d'entre elles furent repoussées et désarmées. La *Generalitat* ayant envoyé de nouveaux renforts, l'affrontement pour le contrôle de la frontière entre le pouvoir capitaliste et le pouvoir ouvrier se généralisa, atteignant une intensité particulière à Puigcerdá. Anton Martín, l'un des meilleurs militants cénétistes de la région, ennemi de la collaboration, fut assassiné par les troupes de l'ordre¹². La résistance était obstinée et souvent victorieuse pour le prolétariat, mais le pouvoir capitaliste s'imposait peu à peu, parce que, alors que les comités ouvriers qui contrôlaient la frontière appartenaient presque tous à la CNT, cette même CNT collaborait *loyalement* – suivant son expression – avec le pouvoir capitaliste. Ainsi la victoire se transformait-elle en défaite.

Il y eut d'autres nombreux affrontements entre forces capitalistes et ouvrières dans plusieurs villages. Mais, bien qu'en Catalogne, à l'inverse de ce qui se passait dans le reste de l'Espagne, la censure n'était pas appliquée, la presse cénétiste les occultait ou leur ôtait toute signification, les présentant comme des « incidents déplorables » comme s'il s'agissait de malentendus entre le gouvernement et les ouvriers. La presse stalinienne, il va sans dire, les interprétait, avec toute la perfidie propre à ses desseins réactionnaires, en présentant les ouvriers qui résistaient comme des fascistes ou des bandits. Avant d'être désarmé matériellement, le prolétariat devait l'être sur le terrain politique et organisationnel. Mais à ce prolétariat qui avait vaincu et mis en pièces l'armée espagnole l'année précédente, on ne pouvait reprendre toutes ses positions sans lutte sérieuse. Les affrontements isolés entre révolution et contre-révolution¹³, s'ils affaiblissaient petit à petit la première, laissaient insatisfaite la seconde, chaque fois plus anxieuse d'imposer complètement sa domination. On allait vers un affrontement brutal et décisif ; la réaction stalino-capitaliste le désirait, le cherchait et allait le provoquer.

En effet, le 3 mai 1937, à 14 heures 45, le commissaire à l'Ordre public Rodríguez Salas (stalinien), s'abritant derrière un ordre du conseiller de la *Generalitat* Aiguadé (Esquerra Republicana)¹⁴, fit irruption avec un groupe de gardes dans l'édifice du Central téléphonique. Ce dernier fonctionnait dans d'excellentes conditions, depuis juillet 1936, sous la supervision du comité élu par les travailleurs eux-mêmes. Mais la nouvelle réaction, déjà bien avancée, ne pouvait se développer librement tout en sachant que les communications téléphoniques restaient aux mains du pôle

ouvrier du pouvoir. Par ailleurs, décidée à chercher l'occasion de mitrailler les masses et de les humilier, elle donna délibérément à ses exigences la forme la plus brutale possible. Le stalinien Salas envahit le Central téléphonique en déployant plus de forces qu'il n'en fallait pour prendre une position avancée de l'ennemi. Les ouvriers refusèrent résolument d'abdiquer l'autorité de leur comité, et répondirent aux armes par les armes. Surpris en plein travail, ils durent se replier aux étages supérieurs de l'édifice, laissant le rez-de-chaussée au pouvoir des deux compagnies de gardes envoyées par Salas.

Le bruit des premiers tirs se répandit dans Barcelone telle une décharge électrique : « Trahison, trahison ! » - cette idée qui depuis des mois rongeaient l'esprit et les nerfs du prolétariat crispait maintenant les visages pâles de colères et les bras à la recherche d'armes. Le cri se propagea à tous les coins de rues, pour arriver jusqu'aux quartiers ouvriers et aux usines, et jusqu'aux autres villes et villages de Catalogne. La grève générale éclata, immédiate, spontanée, sans attendre d'autre approbation, tout au plus celle des cadres intermédiaires de la CNT. Barcelone se couvrit de barricades avec une rapidité prodigieuse, comme si, enfouies sous les pavés depuis le 19 juillet, un mécanisme secret les avait fait ressurgir d'un coup à la surface. La ville se retrouva immédiatement aux mains des insurgés, à l'exception d'un petit secteur du centre. Réponse unanime du prolétariat, action vertigineuse et passionnée. La provocation stalinienne se convertissait en une nouvelle victoire du prolétariat, de même que la provocation militaire, en juillet de l'année précédente, s'était transformée en une grande victoire révolutionnaire. La prépondérance du prolétariat ne faisait plus aucun doute, même pour les ennemis de la révolution. Dans les quartiers ouvriers, les forces gouvernementales se rendaient sans résistance ou bien remettaient leurs armes aux hommes qui se trouvaient sur les barricades. Dans le centre-ville aussi, les postes de gardes civils et de carabiniers se déclarèrent prudemment neutres. Même l'hôtel Colon, repaire central des staliniens sortit le drapeau de la neutralité¹⁵.

Sous le contrôle du gouvernement, il ne restait qu'un petit triangle ayant pour sommet le bâtiment du Central téléphonique – où, dans les étages supérieurs, les travailleurs résistèrent jusqu'à la fin – et à la base une ligne joignant la direction de la Sécurité au palais de la *Generalitat*. En dehors de cela, il ne restait de la réaction stalino-capitaliste que quelques foyers de résistance faciles à réduire. Elles ne pouvaient même pas compter sur l'artillerie de Montjuich, comme lors d'autres insurrections barcelonaises¹⁶. Les batteries de la forteresse étaient toujours aux mains des ouvriers, et dès les premiers coups de feu elles furent pointées précisément sur la *Generalitat*, prêtes à faire feu au premier ordre de la CNT.

Ce n'est pas la détermination qui manqua aux travailleurs insurgés pour s'emparer du triangle gouvernemental, pas plus qu'ils ne furent freinés par les tirs de l'adversaire ; *ce qui les arrêta, ce fut la direction de de la CNT elle-même*, à laquelle appartenait l'immense majorité des insurgés. Bien que la conduite de la direction anarchiste leur ait déjà inspiré de sérieux soupçons, ils avaient encore confiance dans le syndicat anarchiste. C'était leur organisation ; avec elle et pour elle ils avaient lutté pendant des années. Il était naturel, évident même, vu l'absence d'une autre organisation assez forte pour prendre la direction du mouvement¹⁷, que les ouvriers qui étreignaient d'un cercle étroit de barricades la *Generalitat* attendissent un mot de la CNT. Qui pouvait penser que la CNT refuserait de se mettre à leur tête, de désarmer définitivement l'ennemi et d'empêcher de nouveaux pièges réactionnaires ?

La CNT prit la parole, mais pas comme l'attendaient les ouvriers, pour se placer à leur tête ; elle se plaça derrière la barricade élevée par les sbires de la *Generalitat* et prit position en sa faveur. Depuis le 3 mai, les dirigeants barcelonais s'étaient efforcés de contenir le torrent insurrectionnel. Le 4, les cénétistes Garcia Oliver et Federica Montseny, ministres du gouvernement de Largo Caballero, arrivèrent en avion de Valence, accompagnés par un représentant de l'UGT¹⁸, Hernandez Zancajo, dans le but d'user de leur influence commune pour faire lever le siège ouvrier autour des édifices du pouvoir capitaliste. Immédiatement, ils se pendirent à la radio pour condamner l'action des

ouvriers et ordonner : « *Alto el fuego !* »¹⁹. Garcia Oliver, en particulier, exalté par ses responsabilités vis-à-vis du pouvoir capitaliste, encourageait sur les ondes les gardes d'assauts. Longuement, la voix de Garcia Oliver martela les oreilles des ouvriers qui se trouvaient sur les barricades : « Cessez le feu ! Fraternisez avec les gardes d'assaut ! ».

Ce même jour, le 4, ce tract était distribué sur les barricades :

CNT-FAI

« Déposez les armes ; embrassez-vous comme des frères ! Nous obtiendrons la victoire si nous sommes unis, la défaite si nous luttons entre nous. Pensez-y bien. Pensez-y bien. Nous vous tendons les bras, sans armes ; faites de même et tout s'arrêtera. Qu'entre nous règne la concorde »,

tandis qu'à la radio, la CNT faisait diffuser cette déclaration :

« Que le gouvernement de la *Generalitat* procède à l'épuration en son sein des éléments qui ont fait un mauvais travail et ont donné de mauvais conseils »,

en la faisant suivre d'un nouvel appel à déposer les armes.

Les ouvriers n'en croyaient ni leurs yeux ni leurs oreilles. La CNT dont ils espéraient tout, de l'autre côté de la barricade ! Comme le dirait Marx, au moment de prendre les cieux d'assaut²⁰, le ciel leur tombait sur la tête. Assurément jamais, au cours d'une révolution, les insurgés n'ont éprouvé déception plus inattendue et plus brutale. Ce moment décidait du sort de la révolution et de la guerre, capitalisme ou socialisme, esclavage ou liberté, triomphe de Franco grâce aux bons offices staliniens ou réformistes ou victoire du prolétariat. Et même du sort de l'Europe, condamnée à la catastrophe de la guerre impérialiste ou sauvée de ce destin par la révolution internationale²¹. Et la haute direction de la CNT vint qualifier la lutte de fratricide et faire des œillades aux sicaires du capitalisme ! Elle ne se ralliait pas à la révolution, mais à la contre-révolution. Ce fut une épreuve destructrice pour la direction anarchiste, une de ces épreuves suprêmes résultant des nécessités de l'action historique, et dont sort transformée une organisation, qu'aient été ses traditions et ses mérites antérieurs. Plus d'une fois, particulièrement le 19 juillet 1936, l'anarchisme espagnol avait manifesté un côté opportuniste, mais jusqu'aux journées de mai 1937, la CNT-FAI pouvait encore se corriger. Cette formidable insurrection prolétarienne improvisée testa sa capacité à agir sur le processus humain, car dans ce cas, soit les idées se traduisent en faits, soit elles se nient comme telles. L'anarchisme se nia lui-même lors des journées de mai.

Grandizo Munis, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*

¹ L'ouvrage, qui a pour sous-titre « *Critique et théorie de la révolution espagnole, 1930 -1939* », fut publié en 1948.

² Ferment ouvrier révolutionnaire.

³ Carthagène était la seule base navale restée aux mains des républicains et l'une des dernières villes à tomber sous la férule de Franco. C'est notamment de là que partirent des stocks d'or à destination de l'URSS, et qui étaient destinés à garantir des crédits alloués pour des achats d'armes et de matériel militaire.

⁴ Benjamin Péret, écrivain et poète, avec qui Munis rédigea l'ouvrage *Les syndicats contre la révolution*, publié en 1952. <http://guerredeclasse.fr/2018/11/19/les-syndicats-contre-la-revolution/>

⁵ Groupe « Les Amis de Durruti ». <http://guerredeclasse.fr/2022/05/24/necessite-dune-junte-revolutionnaire/>

⁶ Juan Negrín, président du conseil, et Indalecio Prieto, ministre de la défense. Tous deux firent partie du gouvernement central post-mai 37.

⁷ La Pasionaria (Dolores Ibárruri de son vrai nom) succèdera à José Giral à la fonction de secrétaire général du Parti « communiste » d'Espagne. Elle est notamment connue pour ses discours enflammés et le fameux slogan « *iNo pasarán!* » (« Ils ne passeront pas ! »), cri de ralliement de l'antifascisme.

⁸ Forteresse militaire surplombant Barcelone, qui fut un lieu d'emprisonnement, de procès, de torture et d'exécution, aussi bien sous le régime républicain que sous le règne de Franco. Lluís Companys, président de la Généralité, y sera incarcéré et fusillé en 1940.

⁹ Munis reviendra en Espagne au début des années 1950, pour participer à une grève des transports à Barcelone. Il sera arrêté et emprisonné jusqu'en 1958.

¹⁰ Tentative de la Généralité de dissoudre les patrouilles d'ouvriers.

¹¹ Corps composé de fonctionnaires de douane et de gardes dépendants du ministère des finances, et qui sera consolidé par Juan Negrin pour devenir une sorte d'armée à part entière. Les *carabineros* serviront, comme les gardes d'assaut et gardes civils, au maintien de l'ordre et à la répression.

¹² Cet épisode est brièvement évoqué dans deux de nos précédentes publications : <http://guerredeclasse.fr/2022/05/03/85-ans-des-barricades-de-barcelone/> , <http://guerredeclasse.fr/2022/05/10/journees-decisives-pour-le-mouvement-revolutionnaire-du-proletariat-espagnol/>

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Artemi Aiguadé, conseiller à la Sûreté intérieure, à ne pas confondre avec son frère, Jaume Antón Aiguadé, ministre sous les gouvernements Caballero et Negrin. Tous deux furent membres de l'Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine catalane).

¹⁵ Le Central téléphonique et l'hôtel Colon sont visibles dans l'une de nos dernières publications (<http://guerredeclasse.fr/2022/05/27/les-journees-de-mai-37-vues-par-george-orwell/>). La première photographie nous montre la place de Catalogne vers la fin des années 20. C'est pourquoi le Central téléphonique y figure encore à l'état de chantier.

¹⁶ Notamment le bombardement de la ville par le général Espartero, en 1842.

¹⁷ Comme le groupe BILAN, comme l'Union Communiste ou encore comme « Les Amis de Durruti », et malgré sa clairvoyance, Munis reste prisonnier de la notion de parti avant-gardiste, censé guider la révolution. À noter qu'il fera rupture avec le trotskysme officiel en 1948, et qu'il se rapprochera des groupes de la Gauche communiste, dans les décennies suivantes.

¹⁸ Union générale des travailleurs, confédération syndicale liée au Parti socialiste espagnol (PSOE).

¹⁹ « Cessez le feu ! »

²⁰ Il s'agit probablement d'une référence à la lettre de Marx à Kugelmann du 12 avril 1871, qui se termine avec l'éloge des Communards :

« Quoi qu'il en soit, même si elle est en train de succomber devant les loups, les porcs et les chiens de la vieille société, l'actuelle insurrection de Paris est le plus glorieux exploit de notre Parti depuis l'insurrection parisienne de juin 1848. Que l'on compare ceux qui, à Paris, sont montés à l'assaut du ciel avec ceux qui sont les esclaves du céleste Saint-Empire romain de la Germanie prussienne, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité et surtout de philistinisme. »

²¹ La juste saisie du déterminisme de l'Histoire nous permet de comprendre que seule la voie de « la guerre impérialiste » était possible – et nécessaire – à ce moment-là. Étant donné l'époque et le seuil du développement du Capital au niveau mondial (phase encore inférieure de la domination réelle), l'insurrection d'Espagne était condamnée à rester locale, et à échouer. Il en a été de même pour la Commune de Paris en 1871 et de celle de Kronstadt en 1921.